



La pérennité d'Israël n'est pas garantie sur le long terme

Le pays n'est pas habitué à fonctionner sans le soutien et l'indulgence des États-Unis. Il ferait bien de se dépêcher d'apprendre à s'en passer.

Par [Fyodor Lukyanov](#)

Mondialisation.ca, 23 octobre 2023

[rt.com](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le sort de la Palestine, qui abrite les lieux saints des principales religions du monde, est au centre des processus sociaux et politiques les plus délicats, non pas depuis des siècles, mais depuis des millénaires. Mais si nous ne remontons pas à l'Antiquité, et que nous nous concentrons sur les temps modernes, nous constatons que la question palestinienne, dans toute sa complexité, a été au centre de la politique internationale du 20e siècle. Nous voyons probablement la fin de cette période aujourd'hui, au sens politique.

Ce qui se passe aujourd'hui est le produit des événements les plus importants du siècle dernier, en fait depuis la première guerre mondiale qui a marqué le début de l'effondrement des empires européens et le redécoupage fondamental des frontières. À la suite de la première guerre mondiale, l'idée d'autodétermination a triomphé dans tout le Moyen-Orient, y compris en Palestine que plusieurs peuples considéraient comme leur patrie ancestrale. La seconde guerre mondiale, avec le cauchemar de l'Holocauste, a conduit les principales puissances mondiales à envisager la nécessité de créer un État juif, dont la configuration a fait l'objet d'un intense conflit dès le départ. Cela s'inscrivait dans le cadre de la « guerre froide », avec la répartition des sphères d'influence et, par conséquent, le patronage des superpuissances sur les différentes puissances régionales. Le monde bipolaire n'a pas apporté la paix au Moyen-Orient - les affrontements armés n'ont jamais cessé - mais il a fourni un cadre qui a évité la prolifération incontrôlée des protecteurs internationaux.

Avec la fin de la guerre froide, tout le monde a cru, un court instant, que le calme et la justice allaient prévaloir, ce qui a conduit au processus de paix couronné par le prix Nobel de la paix en 1994. La création de deux États en Palestine, déclarée par les Nations-Unies en 1948, a été annoncée comme un objectif réalisable, et a fait l'objet de beaucoup d'efforts. Cependant, il est vite apparu que le plan soigneusement élaboré se heurtait aux réalités historiques et sociopolitiques de la région, et l'élan initial en faveur de l'autonomie nationale palestinienne ne s'est pas transformé en un État à part entière. Il s'en est suivi une stagnation sur fond d'hypocrisie générale - personne n'a annulé le processus, mais il n'y a pas eu de progrès. La dernière nouveauté d'importance a été les « élections démocratiques libres » imposées à Israël et à l'Autorité palestinienne en 2006.

À l'époque, les Américains pensaient que tous les problèmes du Moyen-Orient seraient résolus par la démocratie. C'est de là que vient l'actuel cataclysmique Hamas : d'abord, les États-Unis ont imposé les élections, qui ont été remportées par le Mouvement de résistance

islamique, puis ils ont refusé de reconnaître les résultats. La prise de pouvoir violente du Hamas à Gaza a ensuite créé l'enclave à partir de laquelle Israël a été attaqué au début de ce mois.

Le leitmotiv de cette histoire complexe qui couvre une centaine d'années, est qu'elle s'est déroulée, peut-être pas sous le contrôle total mais au moins avec la participation active de forces extérieures. La composition de ces forces a changé au fil des ans, mais ce sont toujours des acteurs extérieurs qui ont donné le ton. Le bouleversement qui est en train de se produire est colossal : cette fois les acteurs extérieurs sont obligés de réagir à des événements initiés par les forces régionales. Leur réaction se base sur l'expérience accumulée, mais elle ne produit plus les mêmes effets. Le degré d'autodétermination des États de la région (appelons-le la poursuite des intérêts nationaux tels qu'ils les conçoivent) est beaucoup plus élevé que par le passé ; et les grands pays n'ont plus les moyens de coercition qui faisaient leur succès au vingtième siècle.

L'arrivée du président américain Joe Biden en Israël au milieu des violences pourrait être vue comme un acte de courage politique, s'il ne semblait pas que Washington ne mesure absolument pas l'urgence de la situation. Au lendemain de l'horrible tragédie de l'hôpital de Gaza, il est compréhensible que l'on assiste à une escalade brutale. Mais avant cela, les États-Unis pensaient probablement pouvoir se contenter de ne rien faire.

L'idée semble être de soutenir Israël en essayant de l'empêcher de commettre le pire, tout en rassurant les pays arabes – en particulier ceux du golfe Persique – sur le fait qu'on reviendrait à l'ancien statu quo, une fois les passions apaisées. Il s'agit également d'empêcher l'ingérence iranienne en faisant valoir qu'elle entraînerait une participation militaire américaine, mais que si, au contraire, Téhéran faisait preuve de retenue, un retour aux négociations sur le déblocage des fonds et des relations n'était pas à exclure. Enfin, Joe Biden souhaite garantir, à tous ses principaux clients militaires – Israël, l'Ukraine et Taïwan – , une forme d'aide financière qui ne permette pas de bloquer l'un ou l'autre d'entre eux.

À l'heure actuelle, la réalisation de ce plan délicat ne tient qu'à un fil. Et le problème ne vient pas d'éventuelles erreurs politiques et diplomatiques particulières, mais du fait que les États-Unis et les grands pays veulent gérer les événements comme ils en ont l'habitude, et qu'ils ne se rendent pas compte qu'ils en sont incapables parce qu'ils n'ont plus le même poids. La situation a changé du tout au tout et les conséquences de ce changement sont imprévisibles.

Le passage d'une régulation externe de la région à un équilibre interne est douloureux et l'issue est incertaine. Le problème d'Israël est que l'avantage que lui a donné sa puissance écrasante pendant trois quarts de siècle a cessé d'être la garantie de sa survie dans la région. L'équilibre général de la région ne changera pas en faveur de l'État juif, et l'attention de son protecteur peut être détournée par d'autres crises internes et externes. Or Jérusalem-Ouest est habitué à dépendre des États-Unis et n'a aucune expérience de la manière dont il pourrait conclure des accords à long terme avec ses voisins.

La question qui se pose est donc celle de savoir si les Israéliens ont encore le temps d'apprendre à vivre autrement.

Fyodor Lukyanov

Article original en anglais :

<https://www.rt.com/news/585554-israels-continued-existence-isnt-guaranteed/>

Traduction : Dominique Muselet

Fyodor Lukyanov est rédacteur en chef de *Russia in Global Affairs*, président du présidium du Council on Foreign and Defense Policy et directeur de recherche du Valdai International Discussion Club.

La source originale de cet article est [rt.com](https://www.rt.com)
Copyright © [Fyodor Lukyanov](#), [rt.com](https://www.rt.com), 2023

Articles Par : [Fyodor Lukyanov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca